



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante et unième session
12-18 mai 2005
Bangkok

**FAITS MAJEURS ET PRINCIPALES ACTIVITÉS AU NIVEAU RÉGIONAL:
GESTION DE LA MONDIALISATION**

(Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire)

**PROGRÈS RÉALISÉS DANS L'APPLICATION DES RÉOLUTIONS PORTANT
SUR LE THÈME DE LA GESTION DE LA MONDIALISATION**

Note du secrétariat

RÉSUMÉ

Le présent document récapitule les derniers progrès enregistrés dans l'application des diverses résolutions portant sur le thème de la gestion de la mondialisation, à savoir, la résolution 58/5 relative à l'établissement du Centre Asie-Pacifique du génie et de la machine agricoles, la résolution 51/8 relative à l'application du Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique, la résolution 60/4 relative à l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie et la résolution 58/3 relative au Sommet mondial pour le développement durable.

La Commission est invitée à examiner les progrès enregistrés et à présenter des observations et recommandations en vue de renforcer la mise en œuvre desdites résolutions.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	1
I. RÉSOLUTION 58/1. ÉTABLISSEMENT DU CENTRE ASIE-PACIFIQUE DU GÉNIE ET DE LA MACHINE AGRICOLES	1
II. RÉSOLUTION 51/8. APPLICATION DU PLAN D’ACTION DE NEW DELHI POUR LE DÉVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE	2
III. RÉSOLUTION 60/4. ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RÉSEAU DE LA ROUTE D’ASIE	6
IV. RÉSOLUTION 58/3. SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	8
<i>Annexe.</i> Signataires de l’Accord intergouvernemental sur le Réseau de la Route d’Asie à la date du 31 janvier 2005.....	13

Introduction

1. Le présent document fait brièvement le point sur la mise en œuvre de quatre résolutions relevant du thème de la gestion de la mondialisation.
2. La Commission est invitée à examiner les progrès enregistrés et à présenter ses observations en vue de renforcer la mise en œuvre desdites résolutions.

I. RÉSOLUTION 58/1. ÉTABLISSEMENT DU CENTRE ASIE-PACIFIQUE DU GÉNIE ET DE LA MACHINE AGRICOLES

3. Dans sa résolution 58/1, en date du 22 mai 2002, relative à l'établissement du Centre Asie-Pacifique du génie et de la machines agricoles (CAPGMA), la Commission demande au Secrétaire exécutif de lui rendre compte à chacune de ses sessions annuelles de l'application de la présente résolution et de lui soumettre en 2007 un examen complet des résultats obtenus par le Centre.
4. Des missions ont été envoyées en février 2004 dans trois pays membres du Centre, l'Inde, la République islamique d'Iran et le Pakistan, pour évaluer leurs besoins et consulter leur organisme de coordination et leur ministère de l'agriculture au sujet du futur plan d'action. Des séminaires se sont tenus sur la biotechnologie des aliments pour bétail, sur les applications des technologies de l'information et de la communication dans le secteur de l'agriculture et de l'agro-industrie et sur le développement d'entreprises agro-industrielles. Le Centre a aussi organisé, parallèlement à la soixantième session de la Commission, une manifestation pour présenter ses principales activités de programme et de projet ainsi que ses plans. Par ailleurs, il a participé à la sixième Exposition internationale sur les techniques de transformation des fruits et légumes, tenue à Yantai (Chine) en septembre 2004. Il a encore parrainé et coorganisé à Beijing en octobre 2004 un forum international sur la stratégie de développement du matériel et de la machine agricoles dans les pays les moins avancés.
5. Les troisièmes sessions du Comité consultatif technique et du Conseil d'administration du Centre se sont tenues à Hanoi du 13 à 16 décembre 2004. Le Conseil d'administration a examiné puis adopté les nouveaux statuts du Centre et approuvé le plan de travail et le budget pour 2005.
6. Suivant la recommandation du Conseil d'administration, le Centre met au point un document directif sur le rôle de la mécanisation dans le développement de l'agriculture aux fins de réduction de la pauvreté. La version définitive de quatre aperçus de projets sera présentée à la réunion de consultation des donateurs en mai 2005. Des experts détachés à titre de prêts non remboursables, s'occupant de domaines relevant du mandat du Centre et venant de pays membres de la CESAP et de pays donateurs non-membres, sont invités à participer à l'élaboration et de mise en œuvre des projets.
7. Le document E/ESCAP/1346 contient le rapport intégral du Centre sur ses activités de l'année écoulée, y compris le compte rendu des débats de la troisième session du Conseil d'administration ainsi que les décisions et recommandations adoptées à cette occasion.

II. RÉSOLUTION 51/8. APPLICATION DU PLAN D'ACTION DE NEW DELHI POUR LE DÉVELOPPEMENT INFRASTRUCTUREL EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

8. Dans sa résolution 58/1, en date du 1^{er} mai 1995, relative à l'application du Plan d'action de New Delhi pour le développement infrastructurel en Asie et dans le Pacifique, la Commission prie le Secrétaire exécutif: a) de lui rendre compte à ses sessions annuelles, et ce jusqu'à la dernière année de la période du Plan d'action, de l'application de celui-ci; b) d'encourager le secteur privé à participer activement à la mise en œuvre du Plan d'action et de promouvoir la coopération entre les secteurs public et privé; c) de veiller à ce que le secrétariat dispose de ressources humaines suffisantes pour assurer avec efficacité et efficience le suivi, la coordination et l'établissement des rapports afférents à l'application du Plan d'action; et d) d'examiner et d'affiner périodiquement le programme d'action régional et les aperçus de projets de façon qu'ils suivent l'évolution de la situation dans la région.

9. Le développement du réseau de la Route d'Asie progresse, comme l'indique la section III ci-après, et l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie doit entrer en vigueur en 2005. De plus, la carte de la Route d'Asie a été actualisée puis publiée et affichée sur le site Web de la CESAP (<<http://www.unescap.org/ttdw/common/TIS/AH/mapsAHMapApr04.gif>>). La base de données sur la Route d'Asie fait aussi l'objet d'une mise à jour et portera sur les 32 pays membres du réseau. Une base de données interactive liée à un système d'information géographique (SIG) est également en cours d'établissement.

10. Le secrétariat a élaboré un projet d'accord intergouvernemental sur le réseau du Chemin de fer transasiatique, qui vise à faciliter la coordination de la construction et de l'amélioration des lignes ferroviaires internationales en Asie. Le projet d'accord a été discuté et révisé en novembre 2004 lors de la Réunion régionale chargée de le rédiger. À sa première session, le Sous-Comité pour l'infrastructure et la facilitation des transports et le tourisme a recommandé l'organisation en 2005 d'une réunion intergouvernementale pour mettre au point la version définitive de l'accord qui pourrait alors être adoptée à la soixante deuxième session de la Commission en 2006, une cérémonie de signature pouvant être prévue pendant la Conférence ministérielle sur les transports en novembre 2006.

11. Le secrétariat a aussi entrepris une étude complète du Chemin de fer transasiatique, qui a abouti à la publication d'un projet de carte révisée du réseau, affiché sur le site Web de la CESAP (<<http://www.unescap.org/ttdw/common/images/latesttarmap-2004.jpg>>).

12. Le secrétariat a organisé à Vladivostok (Fédération de Russie) et à Oulan-Bator les réunions du Comité directeur entrant dans le cadre du mémorandum d'accord relatif à la planification et à la réalisation de parcours de démonstration de trains-blocs de conteneurs le long du couloir nord du Chemin de fer transasiatique. Quatre voyages de démonstration ont été approuvés à la réunion d'Oulan-Bator. Ils ont eu lieu entre novembre 2003 et juillet 2004 sur les itinéraires suivants: a) Tianjin (Chine)-Oulan-Bator; b) Lianyungang (Chine)-Almaty; c) Brest (Biélorusie)-Oulan-Bator;

d) Vostochny (Fédération de Russie)-Malacewicze (Pologne). De plus, il a été convenu à Oulan-Bator que des efforts particuliers seraient faits pour organiser des voyages de démonstration à partir ou en direction de diverses localités de la République populaire démocratique de Corée, et notamment du port de Rajin. Le secrétariat s'attache actuellement à assurer la réalisation de ces voyages.

13. La réunion directive d'experts tenue pour la sous-région à Oulan-Bator en septembre 2004 a élaboré et adopté la stratégie à appliquer pour développer un système intégré de transports internationaux et de logistique en Asie du Nord-Est. Il s'agit de propositions pour améliorer la connectivité intermodale entre la Route d'Asie, le Chemin de fer transasiatique et les grands ports de la région et permettre une plus large ouverture des arrière-pays qui n'ont pas encore profité de la mondialisation. L'organisation d'ateliers nationaux pendant le premier semestre de 2005 aidera les pays de la sous-région à mettre en œuvre au niveau national la stratégie envisagée. On propose d'appliquer la même approche à l'Asie du Sud-Est, à l'Asie du Sud et au Caucase de sorte que l'ensemble de la région de la CESAP sera finalement couverte.

14. Le Gouvernement vietnamien et l'Association vietnamienne de transitaires ont bénéficié en octobre 2004 de services consultatifs sur les opérations de transit et le développement de la logistique, incluant notamment des recommandations sur l'élaboration d'une politique globale de développement de l'industrie de la logistique et la fourniture de supports de formation de la CESAP sur le transport multimodal et la logistique. Le Conseil bangladais des chargeurs maritimes a reçu du matériel de formation et de l'aide pour organiser du 9 au 11 janvier 2005 un atelier sur le transport fluide et économique du fret relevant du commerce international et sur les systèmes de transport multimodal. Le Gouvernement thaïlandais a demandé au secrétariat d'aider un groupe de pays membres de l'ASEAN, composé du Cambodge, du Myanmar, de la République populaire lao et du Viet Nam, à renforcer leurs capacités de transport multimodal; un séminaire sous-régional utilisant le matériel de formation de la CESAP est provisoirement prévu à Bangkok du 30 mai au 3 juin 2005.

15. L'étude de la facilitation du transport terrestre international et le projet d'accord de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ont été achevés et distribués aux pays de l'OCS, et un groupe d'experts, réuni à Urumqi (Chine) en juin 2004, a recommandé que le projet d'accord fasse l'objet de négociations. À la première réunion de négociation à Urumqi, en août 2004, il a été convenu qu'un texte affiné ferait l'objet de nouvelles négociations en 2005. Les premiers ministres des pays de l'OCS, réunis à Bichkek en septembre 2004, ont demandé que l'accord soit achevé pour le milieu de 2005. Dans sa forme actuelle, il reprend les principales conventions internationales sur la facilitation du transport terrestre et relance le mouvement en faveur de la ratification des conventions internationales énumérées à la résolution 48/11 de la Commission, en date du 23 avril 1992, relative aux modes de transport routier et ferroviaire sous l'angle des mesures de facilitation, dont la portée serait élargie.

16. Une étude de la tarification des frais de transit dans la sous-région Bassin du Mékong est terminée, donnant des informations détaillées et analysant les différents aspects des frais afférents au trafic de transit. Elle a servi de base au protocole 2 sur les droits de passage qui fera l'objet de négociations entre les pays de la sous-région. Ces derniers réunis à Phuket (Thaïlande) le 14 octobre 2004, ont exprimé leur satisfaction à l'égard des conclusions et recommandations de l'étude, qui contribue notablement à renforcer la compréhension et la coopération entre la Banque asiatique de développement (BAsD) et la CESAP.

17. On a déterminé les meilleures pratiques à suivre pour créer une zone de libre-échange et un rapport d'étude est en cours et fournira de nouveaux éléments d'information et des mises à jour. Le secrétariat prépare deux extraits intérimaires de l'étude, l'un donnant un aperçu du développement des zones de libre-échange et de la mise en valeur de l'arrière-pays des ports, et l'autre présentant les perspectives des gouvernements en la matière. Les conclusions des études préliminaires ont été présentées au séminaire sur les zones de libre-échange et la mise en valeur de l'arrière-pays des ports, tenu à Bangkok en novembre 2004.

18. Les cinq commissions régionales des Nations Unies exécutent actuellement un projet sur la création de capacités pour le développement de liaisons interrégionales terrestres et terre/mer, financé au titre du Compte des Nations Unies pour le développement. Une première réunion d'experts sur le développement des liaisons de transport entre l'Europe et l'Asie s'est tenue à Almaty (Kazakhstan) en mars 2004 et a approuvé la stratégie et le calendrier de mise en exploitation de nouvelles liaisons entre l'Europe et l'Asie ainsi que les critères appliqués pour leur identification. Lors de leur seconde réunion à Odessa (Ukraine) en novembre 2004, les experts ont notamment identifié et adopté les grandes liaisons ferroviaires, routières et maritimes entre l'Asie et l'Europe qui seraient à développer en priorité avec la coopération de tous. Ces itinéraires font actuellement l'objet d'analyses et de recherches approfondies dont les résultats seront communiqués à la troisième réunion d'experts prévue au deuxième trimestre de 2005, où les pays discuteront des aspects opérationnels des itinéraires en question.

19. La participation du secteur privé au développement, à l'amélioration, à la remise en état et à l'entretien des infrastructures de transport ainsi qu'à la fourniture de services de transport continue de figurer parmi les activités importantes du secrétariat. Dans le cadre du projet, qui concerne l'ensemble du secrétariat, sur la «prestation des services de base pour les pauvres dans le cadre de partenariats public-privé: suite donnée par la CESAP au Sommet mondial pour le développement durable» (le projet «5p»), le secrétariat soutient le réseautage des services et programmes de partenariat public-privé (PPP), notamment au Bangladesh, aux Philippines, en République de Corée et à Sri Lanka. Parmi les produits figurent la mise au point d'indicateurs de la volonté de créer des partenariats public-privé et la rédaction de directives à ce sujet considérées dans une optique juridique et financière. Au niveau opérationnel, le Myanmar a bénéficié en juillet 2004 de services consultatifs sur

le développement et l'entretien du réseau routier ainsi que sur des initiatives de PPP comme les projets de construction-exploitation-transfert (CET) et de construction propriété-exploitation-transfert (CPET). Un voyage d'études a été organisé en 2003 à l'intention de responsables du Centre CET des Philippines pour qu'ils tirent parti de l'expérience australienne dans la mise en œuvre de projets PPP. Un programme de formation est actuellement organisé à l'intention de responsables de collectivités locales des Philippines et d'autres pays de la région pour renforcer les capacités institutionnelles relatives aux perspectives juridiques et financières des PPP. Le cadre de préparation aux PPP sera établi comme cadre pilote dans un petit nombre de pays pour les aider à élaborer des plans d'action propres à renforcer leur propre état de préparation aux PPP.

20. Le Groupe de travail du projet SPECA sur l'infrastructure des transports et la facilitation du franchissement des frontières, qui relève du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale, continue de recevoir l'appui du secrétariat, notamment en ce qui concerne le Programme d'action asiatique sur la coopération en matière de transport de transit, qui s'adresse aux pays du SPECA et porte sur les questions figurant dans le Programme d'action d'Almaty.

21. Récemment a été mis en œuvre un projet commun CESAP/Organisation pour la coopération des chemins de fer (OSJD) relatif à la mise en exploitation d'axes ferroviaires entre l'Europe et l'Asie intéressant tout particulièrement les pays sans littoral de l'Asie et du Caucase, et une mission s'est rendue à Varsovie (siège de l'OSJD) en octobre 2004 pour assurer une approche commune dans la mise en œuvre du projet, dont la phase I aura pour objet l'examen de liaisons ferroviaires internationales vers la Mongolie.

22. Des missions consultatives se sont rendues dans divers pays sans littoral, dont le Kazakhstan, pour traiter des questions suivantes: a) mécanisme d'application de l'idée de développement de couloir international de transport (2-17 avril 2003); et b) amélioration de l'efficacité du Groupe de travail du projet SPECA sur l'infrastructure des transports et la facilitation du franchissement des frontières (7-13 décembre 2004). Des missions consultatives ont été également menées en Mongolie (6-8 octobre 2003), au Kirghizistan (14-20 mars 2004) et au Tadjikistan (20-27 mars 2004) au sujet de l'élaboration de plans d'action nationaux s'inscrivant dans la ligne du Programme d'action d'Almaty (2003).

23. Le secrétariat a lancé une étude prospective du trafic par conteneurs devant être publiée en avril 2005 pour aider les pays de la région à mieux planifier leur infrastructure portuaire et leurs transports maritimes. Une nouvelle étude est déjà prévue à l'intention des pays en développement sans littoral et de transit de la région et inclura dans les prévisions les liaisons de transport terrestre intermodal ainsi que la demande de transport par conteneurs.

24. Dans le prolongement de la Conférence ministérielle sur les infrastructures (Séoul, 12-17 novembre 2001), la Commission et le Sous-Comité pour l'infrastructure et la facilitation des transports et le tourisme, examinant et améliorant le Programme d'action régional, ont donné certaines

orientations et directives précises, par exemple, dans le cadre du plan d'action révisé pour la phase VI (2004-2005) du projet relatif au développement des infrastructures de transport terrestre en Asie (projet DITTA).

25. Une attention particulière est accordée à la réalisation du Programme d'action d'Almaty au moyen de la mise en œuvre de projets appropriées (voir ci-dessous) et de services consultatifs fournis aux pays sans littoral qui le demandent.

III. RÉSOLUTION 60/4. ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE RÉSEAU DE LA ROUTE D'ASIE

26. Dans sa résolution 60/4, en date du 28 avril 2004, relative à l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie, la Commission prie le Secrétaire exécutif: a) d'aider les pays membres à devenir parties à l'Accord; b) de s'attacher par priorité au développement du réseau de la Route d'Asie dans le cadre du programme de travail du secrétariat; c) de collaborer concrètement avec les institutions financières internationales et régionales, les donateurs multilatéraux et bilatéraux et les organisations sous-régionales au développement du réseau de la Route d'Asie; d) d'assumer dûment les fonctions de secrétariat de l'Accord; et e) de lui rendre compte de l'exécution de la présente résolution à sa soixante et unième session.

27. L'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie, qui est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies, a été adopté en novembre 2003 et ouvert à la signature des États membres au cours de la soixantième session de la Commission à Shanghai (Chine) (26-28 avril 2004). Vingt-six États membres ont signé l'Accord à Shanghai, dont trois à titre définitif, à savoir la Chine, le Japon et l'Ouzbékistan. L'Accord est actuellement ouvert à signature jusqu'au 31 décembre 2005 au Siège des Nations Unies à New York.

28. Depuis que l'Accord a été ouvert à signature, à Shanghai, le secrétariat conseille les États membres sur la procédure de ratification. Il continue aussi à encourager les États membres signataires à le ratifier, à l'accepter ou à l'approuver et les États signataires potentiels à le signer. Il continue à tenir les États membres au courant des progrès enregistrés quant à la ratification et signature de l'Accord à l'occasion de réunions organisées par sa Division des transports et du tourisme, et lors de missions.

29. Depuis la soixantième session de la Commission, la Malaisie a signé l'Accord à New York en septembre 2004 tandis que le Myanmar, la République de Corée, Sri Lanka et le Viet Nam déposaient leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Secrétaire général.

30. La situation des 27 États membres signataires de l'Accord figure en annexe au présent document. Il suffirait qu'un seul État membre supplémentaire le ratifie pour que l'Accord entre en vigueur 90 jours plus tard.

31. Il semble que le processus de ratification soit déjà bien avancé dans un certain nombre de pays et il est prévu que l'Accord entre en vigueur au cours du premier semestre de 2005.

32. Le secrétariat travaille étroitement avec les organisations sous-régionales à la réalisation d'un projet permettant de déterminer les besoins d'investissement et les priorités de développement du réseau de la Route d'Asie. Deux réunions d'experts ont été organisées, respectivement à Islamabad en septembre 2004 à l'intention de la sous-région de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et à Téhéran en janvier 2005 à l'intention de la sous-région de l'Asie du Nord, du Centre et du Sud-Ouest, en collaboration avec l'Organisation de coopération économique (OCE). Une troisième réunion est prévue pour l'Asie du Sud-Est à Bangkok en avril 2005, en collaboration avec le secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

33. Le secrétariat continue de collaborer effectivement avec divers donateurs multilatéraux et bilatéraux ainsi qu'avec d'autres organisations comme la BAsD, la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, la Banque japonaise pour la coopération internationale, l'Agence japonaise de coopération internationale, l'OCE, l'ASEAN, le SCO, la Commission intergouvernementale TRACECA (Couloir de transport Europe-Caucase-Asie), la Fédération routière internationale, l'Union internationale des transports routiers, l'Institut coréen des transports et l'Institut japonais du développement infrastructurel. Le secrétariat continue d'œuvrer avec les États membres, les organisations internationales et sous-régionales, les donateurs multilatéraux et bilatéraux pour mettre en œuvre l'Accord et favoriser le développement du réseau de la Route d'Asie. Il a par ailleurs signé le 1^{er} septembre 2004 un mémorandum d'accord avec l'Institut japonais du développement infrastructurel, qui prévoit diverses activités de coopération: recherches en commun, échanges de stagiaires, de chercheurs et d'experts ainsi que de données et d'informations entre les deux organisations au titre du développement de la Route d'Asie.

34. L'Accord intergouvernemental prévoit l'établissement d'un groupe de travail sur la Route d'Asie pour examiner la mise en œuvre de l'Accord et faire des propositions de révision ou d'adjonction d'itinéraires. Le groupe de travail constituera un cadre où les États membres pourront examiner les progrès des politiques de développement ainsi que les questions relatives à la Route d'Asie.

35. Pour aider et appuyer la participation des États membres aux réunions du groupe de travail, le secrétariat a élaboré un projet, financé par le Gouvernement japonais, sur la promotion et le développement de la Route d'Asie: renforcement des capacités pour mettre en œuvre l'Accord intergouvernemental. Le secrétariat assurera l'appui administratif du groupe de travail et aidera à préparer et distribuer la documentation nécessaire. La première réunion du groupe de travail est prévue au deuxième semestre de 2005.

36. Le secrétariat assumera les fonctions de secrétariat de l'Accord, qu'il s'agisse de diffuser les notifications, de fournir un appui à l'organisation des réunions du groupe de travail et d'assurer une liaison étroite avec le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies après l'entrée en vigueur de l'Accord. Toutes les circulaires relatives à la signature ou à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation par les États membres sont publiées par le dépositaire.

IV. RÉSOLUTION 58/3. SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

37. Dans sa résolution 58/3, en date du 22 mai 2002, relative au Sommet mondial pour le développement durable, la Commission prie le Secrétaire exécutif: a) de mobiliser l'assistance technique et financière nécessaire à la mise en œuvre des sept initiatives de la Plateforme régionale de Phnom Penh; b) de renforcer la coopération et la coordination intrarégionales entre tous les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies, les organisations sous-régionales, les banques régionales de développement et les organisations non gouvernementales concernés, pour établir des stratégies et des plans d'action régionaux de développement durable conformes aux priorités régionales ou renforcer ceux qui sont en vigueur; c) de renforcer le rôle de la Commission dans l'application, la coordination et le suivi d'Action 21 et, en particulier, dans la mise en œuvre des sept initiatives de la Plateforme régionale de Phnom Penh; d) d'examiner régulièrement les progrès accomplis dans l'application de la Plateforme régionale de Phnom Penh pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique, de suivre les résultats du Sommet mondial pour le développement durable et de faire rapport à la Commission et au Comité de l'environnement et de la mise en valeur des ressources naturelles, selon les besoins.

38. Au titre de ses préparatifs de la cinquième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, prévue à Séoul en mars 2005, le secrétariat a réalisé un examen de l'application des décisions du Sommet mondial, de la Plateforme régionale de Phnom Penh pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique, reprise dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, et de la quatrième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique. Il analyse les progrès enregistrés dans l'application des diverses décisions adoptées dans le contexte de l'Asie et du Pacifique, met en évidence les enseignements à en tirer et propose de possibles orientations pour promouvoir à l'avenir le développement durable dans la région.

39. Le secrétariat prépare actuellement, en coopération étroite avec la BASD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et organisations sous-régionales, institutions et centres divers, le rapport sur l'état de l'environnement en Asie et dans le Pacifique (2005), qui exposera les principaux indicateurs des pressions affectant la durabilité environnementale ainsi que ceux concernant les conditions et tendances environnementales.

40. Deux organismes, le Comité des Nations Unies sur les ressources en eau et ONU-énergie, ont été créés respectivement en 2002 et en 2004 pour assurer que le système des Nations Unies réponde de manière cohérente et multidisciplinaire aux exigences du Sommet mondial en faisant appel à un ensemble de parties prenantes extérieures à l'ONU. La CESAP est membre actif de ces deux organismes appelés à établir un cadre opérationnel propre à assurer la cohérence de leurs comptes rendus à la Commission du développement durable et à adopter une approche coordonnée dans l'exécution des activités régionales, sous-régionales et nationales au service du Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

41. Le secrétariat mène un certain nombre d'activités pour soutenir les efforts nationaux d'application du Plan de mise en œuvre de Johannesburg, en les centrant sur les politiques et le renforcement des capacités en matière de développement durable, concernant notamment la protection de l'environnement, les ressources énergétiques et les ressources en eau.

42. Pour faciliter l'accès des pauvres aux services de base, le secrétariat favorise la collaboration entre les secteurs public et privé dans le cadre d'un projet à plusieurs volets sur les partenariats public-privé en faveur des pauvres, financé par le gouvernement néerlandais. Trois de ces volets, qui se rapportent au sous-programme environnement et développement durable, ont été réalisés: a) une minicentrale hydroélectrique, inaugurée en avril 2004 à Cinta Mekar (Indonésie), agglomération regroupant 600 ménages; b) un système d'adduction d'eau inauguré en novembre 2004 à Halgahakumbura (Sri Lanka) et desservant une agglomération de 3 000 habitants; et c) le parc de biodiversité de Morgah inauguré en janvier 2005 à Rawalpindi (Pakistan) pour favoriser la formation de revenu et l'accès au Parc d'une population de 48 000 habitants. Chaque volet du projet s'est révélé un exemple unique de partenariat entre organismes gouvernementaux, secteur privé, ONG, administration locale et communauté, qui offre de grandes possibilités de reproduction pour la région. Les gouvernements qui ont accueilli les projets de démonstration ont exprimé le souhait d'établir un cadre institutionnel ou tout autre moyen qui en favoriserait la reproduction au niveau national. Dans sa publication intitulée *Water Services for the Urban Poor: A Guide to the Planning and Provision of Water and Sanitation Services to the Urban Poor*, la CESAP préconise l'adoption de politiques en faveur des pauvres portant sur la prestation de services liés à l'eau.

43. Tout au long de 2003 et 2004, le secrétariat a continué d'encourager et d'appuyer le renforcement des capacités de gestion et de planification stratégiques des secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'environnement, de manière que les questions de développement durable soient incorporées aux politiques sectorielles. Il a travaillé étroitement avec les équipes nationales de sept pays pour leur permettre de mieux intégrer les questions de développement durable aux politiques énergétiques. Poursuivant plus avant l'application aux ressources en eau du concept et des directives concernant la planification et la gestion stratégiques, le secrétariat réalise dans sept pays de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est un autre projet d'intégration des politiques et programmes de développement énergétique et rural. Dans le secteur des ressources en eau, 17 études de cas ont été menées pour appliquer les directives de planification et de gestion stratégiques aux ressources en eau et pour promouvoir l'élaboration de plans stratégiques à appliquer à divers niveaux de gouvernance des ressources en eau. La CESAP appuie aussi une meilleure gestion des ressources en eau douce en menant un certain nombre d'activités de renforcement des capacités où elle défend la notion de conservation. Dans certains pays, les plans de gestion globale des ressources en eau incorporent des éléments relevant d'une utilisation efficace de l'eau.

44. La Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées (SOPAC), après avoir collaboré avec la CESAP pour mettre en œuvre le projet de planification et de gestion stratégiques, applique cette approche à la politique énergétique des pays insulaires du Pacifique, qui doit être approuvée lors d'une réunion sous-régionale, après recommandation de la réunion régionale sur l'énergie tenue en décembre 2004. Par ailleurs, la SOPAC incorpore des modules de planification et de gestion stratégiques à ses propres activités de formation.

45. Le secrétariat a collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour aider trois pays les moins avancés de l'Asie du Sud-Est à mettre sur pied un plan d'action sur les ressources en eau dans le cadre d'activités communes menées en collaboration avec des organisations internationales pour favoriser des stratégies régionales de promotion de la gestion intégrée des ressources en eau.

46. Pour favoriser une utilisation accrue des énergies renouvelables, le secrétariat a organisé, avec la coopération d'organismes nationaux chinois, des séminaires sur la facilitation du transfert de technologie permettant d'accroître l'utilisation de l'énergie éolienne, et sur les politiques et le développement de petites centrales hydroélectriques. Dans la sous-région du Pacifique, le secrétariat aide à répondre aux besoins de formation qu'entraînent les politiques et programmes gouvernementaux de mise en valeur à grande échelle des énergies renouvelables. Il s'agit principalement de renforcer les capacités des organismes du Pacifique à déterminer et satisfaire les besoins de formation en élaborant et exécutant des programmes pilotes de formation et en élaborant des propositions de projet de mobilisation à long terme des ressources. Collaborant avec le bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Jakarta et avec l'Institut asiatique de technologie, le secrétariat apporte son aide technique à la mise au point d'une base régionale de données énergétiques centrée sur les politiques favorisant une meilleure utilisation des énergies renouvelables et des écotechnologies.

47. Pour promouvoir l'application du mécanisme de développement propre (MDP), le secrétariat a organisé deux ateliers sous-régionaux financés par le gouvernement japonais à l'intention des pays de l'Asie de l'Est, de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie centrale, avec la collaboration du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de l'Institut des stratégies environnementales mondiales; le but était de faire mieux connaître les questions portant sur le changement climatique et le MDP et de communiquer les renseignements les plus récents à ce sujet, de présenter des méthodes d'élaboration et d'évaluation de projets MDP et de donner l'occasion de discuter de stratégies pour progresser dans l'utilisation des projets MDP dans le secteur énergétique.

48. À titre de secrétariat intérimaire, la CESAP continue de faciliter et de consolider le Programme de coopération environnementale pour la sous-région Asie du Nord-Est. Après approbation par de hauts responsables de l'Asie du Nord-Est qui ont tenu leur dixième réunion à Okinawa (Japon) en novembre 2004, le secrétariat a élaboré des projets et programmes visant la

durabilité environnementale, et notamment le programme-cadre sur la conservation de la nature en Asie du Nord-Est, dont la mise en œuvre en 2005-2006 a été approuvée. Le secrétariat aide aussi les pays de l'Asie du Nord-Est à promouvoir la technologie du charbon propre grâce à des plans d'action sur la pollution atmosphérique provoquée par les centrales alimentées au charbon.

49. Pour favoriser la collaboration en matière de développement énergétique dans la sous-région de l'Asie du Nord-Est, le secrétariat facilite le dialogue entre les gouvernements intéressés de cette sous-région en organisant des réunions sur un cadre de collaboration appropriée (principes et modalités).

50. Dans le prolongement de l'Initiative de Kitakyushu pour un environnement propre, le secrétariat a organisé diverses activités ou projets pilotes ainsi que des séminaires thématiques sur la question cruciale de la gestion de l'environnement urbain; il soutient aussi et suit de près les activités de coopération intervilles, diffuse des informations sur les bonnes pratiques et met au point des indicateurs quantitatifs de gestion environnementale urbaine; il a aussi créé le site Web sur l'Initiative de Kitakyushu.

51. La prévention des tempêtes de poussière et de sable en Asie du Nord-Est retient toujours l'attention soutenue et un plan à long terme a été préparé sur de nouvelles mesures à prendre et sur l'aide nécessaire pour prévenir et atténuer les tempêtes de poussière et de sable dans la sous-région. Un projet en cours d'élaboration permettra au secrétariat de mettre en œuvre les éléments communautaires du plan à long terme.

52. Pour permettre aux États membres en développement d'élaborer des politiques cohérentes en matière de commerce et d'environnement en vue de traiter efficacement les problèmes d'environnement, le secrétariat a lancé un projet régional grâce auquel les décideurs disposeront d'instruments propres à assurer la cohérence des politiques nécessaires pour atteindre les buts suivants: a) maximaliser les avantages économiques et limiter les pressions sur l'environnement qu'entraînent l'expansion et la libéralisation du commerce, et b) gérer la pression exercée sur la durabilité environnementale par l'importation de produits dans certains pays en développement.

53. Grâce à l'appui financier du Gouvernement de la République de Corée, le secrétariat a lancé deux projets pour aider les pays membres a) à déterminer et mettre sur pied une politique de promotion d'une croissance économique écologiquement durable, dite «croissance verte», et b) à favoriser des modes de consommation durables s'appuyant sur les valeurs culturelles et les modes de vie traditionnels de l'Asie et du Pacifique.

54. Pour aider les pays de la région à faire face aux catastrophes, la CESAP a pu mobiliser l'aide financière et technique nécessaire pour favoriser une gestion communautaire des risques de catastrophes dans plusieurs pays de la région, et notamment en Asie du Sud-Est et dans les pays membres du Comité des typhons. À la suite des effets dévastateurs du récent tsunami dans la région,

le secrétariat a entrepris un certain nombre d'activités pour aider les gouvernements à réaliser leurs programmes de remise en état et à renforcer les mesures multirisques de prévention des catastrophes, notamment par des systèmes d'alerte précoce. Il a aussi renforcé sa coopération avec divers organismes, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, l'Organisation météorologique mondiale, le Centre asiatique de préparation aux catastrophes, le Centre asiatique de réduction des catastrophes et diverses autres organisations internationales et ONG locales, afin d'encourager une gestion communautaire des risques de catastrophes et d'intégrer effectivement les mesures de réduction des catastrophes au processus de développement socioéconomique.

55. La CESAP, avec la Commission économique pour l'Europe, a aidé les pays d'Asie centrale à formuler une stratégie de coopération visant à promouvoir l'utilisation rationnelle et efficace des ressources en énergie et en eau dans cette sous-région. La stratégie, élaborée sous l'égide du SPECA, donne une vue d'ensemble de l'action collective pour garantir la mise en valeur durable des ressources en eau et en énergie et fixe les grandes principes des cadres de coopération dans la sous-région. Avec la collaboration de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, une aide a également été fournie au Kazakhstan et au Kirghizistan pour rendre opérationnel leur accord du janvier 2000 sur les rivières Chu et Talas, par la création d'une commission mixte sur l'exploitation de certaines installations hydrauliques sur ces cours d'eau.

56. Un mémorandum d'accord a été signé entre la CESAP et la CEE d'une part, et le Fonds international pour sauver la Mer d'Aral d'autre part, en vue de renforcer la coopération, notamment en matière d'environnement, de ressources en eau et de ressources énergétiques, en Asie centrale.

Annexe

**SIGNATAIRES DE L'ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE
RÉSEAU DE LA ROUTE D'ASIE À LA DATE DU 31 JANVIER 2005**

N°	Signataire	Type de signature	Date de la signature
1.	Afghanistan	Simple, réserve sur l'article 11	26 avril 2004
2.	Arménie	Simple	26 avril 2004
3.	Azerbaïdjan	Simple	26 avril 2004
4.	Bhoutan	Simple	26 avril 2004
5.	Cambodge	Simple	26 avril 2004
6.	Chine	Définitive	26 avril 2004
7.	Fédération de Russie	Simple	27 avril 2004
8.	Géorgie	Simple	26 avril 2004
9.	Inde	Simple	27 avril 2004
10.	Indonésie	Simple	26 avril 2004
11.	Iran (République islamique d')	Simple	26 avril 2004
12.	Japon	Définitive	26 avril 2004
13.	Kazakhstan	Simple	26 avril 2004
14.	Kirghizistan	Simple	26 avril 2004
15.	Malaisie	Simple	24 septembre 2004 à New York
16.	Mongolie	Simple	26 avril 2004
17.	Myanmar	Simple, réserve sur l'article 11 Ratification le 15 septembre 2004	26 avril 2004
18.	Népal	Simple	26 avril 2004
19.	Ouzbékistan	Définitive	26 avril 2004
20.	Pakistan	Simple	26 avril 2004
21.	République de Corée	Simple Ratification le 13 août 2004	26 avril 2004
22.	République démocratique populaire lao	Simple	26 avril 2004
23.	Sri Lanka	Simple Ratification le 24 septembre 2004	26 avril 2004
24.	Tadjikistan	Simple	26 avril 2004
25.	Thaïlande	Simple	26 avril 2004
26.	Turquie	Simple	26 avril 2004
27.	Viet Nam	Simple Approbation le 3 août 2004	26 avril 2004

- - - - -